

**3. Exposition à l'ozone au sol en rapport avec la végétation**

La charge d'ozone au sol dépassant le seuil critique pour les cultures et la végétation semi-naturelle (AOT40 = 3 ppm.h) est réduite d'un tiers par rapport à la situation de 1990. En outre, la charge d'ozone au sol ne dépasse pas la limite absolue de 10 ppm.h, qui représente un excédent du niveau critique de 3 ppm.h.

**Art. 4.** Le présent arrêté s'applique aux émissions anthropiques annuelles de dioxyde de soufre (SO<sub>2</sub>), d'oxydes d'azote (NOx), de composés organiques volatils (COV) et d'ammoniac (NH<sub>3</sub>) en provenance des sources fixes et des moyens de transport, à l'exception des émissions provenant du trafic maritime international et des émissions des aéronefs au-delà du cycle d'atterrissement et de décollage.

**Art. 5.** Au 31 décembre 2010, ainsi qu'au cours des années suivantes, les émissions visées à l'article 4 ne peuvent dépasser les plafonds suivants pour ce qui concerne les sources fixes (en kilotonnes/an) :

	SO <sub>2</sub>	NOx	COV	NH <sub>3</sub>
Sources fixes Stationnaire bronnen	1,4 kt	3 kt	4 kt	Pas de plafond Geen plafond

**Art. 6.** L'Institut bruxellois pour la gestion de l'environnement établit et met à jour chaque année l'inventaire des émissions et des projections régionales pour 2010 pour les polluants visés à l'article 4 conformément aux méthodes approuvées par la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance, en ce compris le guide commun "EMEP/CORINAIR", intitulé "Joint EMEP/CORINAIR Atmospheric Emission Inventory Guidebook", de l'Agence européenne pour l'environnement.

**Art. 7.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 8.** Le Ministre qui a l'environnement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 3 juin 2003.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites, de la Rénovation urbaine et de la Recherche scientifique,

F.-X. de DONNEA

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Environnement et de la Politique de l'Eau, de la Conservation de la Nature et de la Propriété publique et du Commerce extérieur,

D. GOSUIN

**3. Vegetatiegerelateerde blootstelling aan ozon op leefniveau**

Ten opzichte van de situatie in 1990 moet daar waar de door ozon op leefniveau veroorzaakte belasting hoger is dan het kritische niveau voor landbouwgewassen en halfnatuurlijke vegetatie (AOT 40 = 3 ppm.h), deze met een derde worden teruggebracht. Bovendien mag de door ozon op leefniveau veroorzaakte belasting de absolute grens van 10 ppm.h, uitgedrukt als een overschat boven het kritische niveau van 3 ppm.h, niet overschrijden.

**Art. 4.** Dit besluit is van toepassing op de jaarlijkse door menselijke activiteiten veroorzaakte emissies van zwaveldioxide (SO<sub>2</sub>), stikstofoxiden (NOx), vluchtige organische stoffen (VOS) en ammoniak (NH<sub>3</sub>) afkomstig van stationaire bronnen en vervoermiddelen, met uitzondering van emissies van de internationale zeevaart en emissies van vliegtuigen buiten de landings- en startcyclus.

**Art. 5.** Op 31 december 2010, alsook tijdens de volgende jaren, mogen de in artikel 4 bedoelde emissies de volgende plafonds niet overschrijden wat de stationaire bronnen betreft (in kiloton/jaar) :

	SO <sub>2</sub>	NOx	COV	NH <sub>3</sub>
Sources fixes Stationaire bronnen	1,4 kt	3 kt	4 kt	Pas de plafond Geen plafond

**Art. 6.** Het Brussels Instituut voor Milieubeheer stelt jaarlijks de inventaris van de gewestelijke emissies en de prognoses voor 2010 op voor de in artikel 4 bedoelde verontreinigende stoffen met de methoden die in het kader van het Verdrag betreffende grensoverschrijdende luchtverontreiniging over lange afstand zijn overeengekomen. Het maakt daarbij bij voorkeur gebruik van de gemeenschappelijke handeling van EMEP/CORINAIR met de titel «Joint EMEP/CORINAIR Atmospheric Emission Inventory Guidebook» van het Europees Milieagentschap.

**Art. 7.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 8.** De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 3 juni 2003.

Namens de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Stadsvernieuwing en Wetenschappelijk Onderzoek,

F.-X. de DONNEA

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Leefmilieu en Waterbeleid, Natuurbehoud, Openbare Netheid en Buitenlandse Handel,

D. GOSUIN

**MINISTÈRE  
DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE**

F. 2003 — 2487

[C — 2003/31301]

**30 AVRIL 2003.** — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale fixant les conditions d'octroi d'une subvention pour des travaux de conservation relativ à un bien classé. — Errata

Au *Moniteur belge* du 26 mai 2003, à la page 29013, l'annexe n° 1 dont le texte suit doit être joint à l'arrêté.

**MINISTERIE  
VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST**

N. 2003 — 2487

[C — 2003/31301]

**30 APRIL 2003.** — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning van een subsidie voor werken tot behoud van een beschermd goed. — Errata

In het *Belgisch Staatsblad* van 26 mei 2003 op pagina 29013, moet bijlage nr.1 waarvan de tekst volgt aan het besluit toegevoegd worden.

## ANNEXE I

Demande de subvention pour Des actes et travaux relatifs à un immeuble classé

<b>CADRE I Identité du bénéficiaire</b>	
Je soussigné(e) (personne physique ou représentant de la personne morale): Nom, prénom: ..... Représentant (nom et statut de la personne morale): <sup>1</sup> ..... Adresse: ..... N°: ..... Bte: ..... Code Postal: ..... Localité: ..... Téléphone N°: ..... / ..... Télécopieur N°: ..... / ..... E-Mail: ..... Agissant en qualité de: propriétaire(s) de l'immeuble, de titulaire d'un droit d'usufruit, d'emphytéose ou de superficie. Personne à contacter: ..... Téléphone ..... N°: ..... / .....	
<b>CADRE II Localisation du bien</b>	
Sollicite une demande de subvention pour le bien sis Rue: ..... N°: ..... Code Postal: ..... Cadastré: Section ..... Division, ..... parcelle(s) ..... N° ..... .....	
<b>Compris dans le périmètre d'un arrêté de classement ou d'un arrêté entamant une procédure de classement du..... (date et intitulé de l'arrêté)</b>	
<b>CADRE III Nature et montant estimé des actes et travaux</b> (suivant classification mentionnée à l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale fixant les conditions et les modalités d'octroi d'une subvention pour des travaux de conservation entrepris à un bien classé et visant à la mise en œuvre d'un permis unique en matière d'urbanisme et de patrimoine)	
Nature des actes et travaux : ..... Montant estimé des actes et travaux et des honoraires d'architecte et coordinateur en matière de sécurité et de santé, T.V.A. comprise : .....	
<b>CADRE IV Taux de la subvention</b>	
Le demandeur et les actes et travaux concernés répondent-ils aux critères suivants: <sup>2</sup> le demandeur est un bénéficiaire public (à savoir, une commune, un C.P.A.S., une fabrique d'église, une école de l'enseignement public ou libre, un organisme d'intérêt public dépendant de la Région de Bruxelles-Capitale) le demandeur est un bénéficiaire privé (à savoir, une personne physique ou morale de droit privé, non visée ci-dessus) le demandeur est une personne physique dont les revenus sont inférieurs à 30.000 euros augmentés de 2.500 euros par personne à charge <sup>3</sup> les actes travaux du bénéficiaire privé : portent sur un immeuble profondément dégradé et à l'abandon au 1 <sup>er</sup> janvier 2000 <sup>3</sup> portent sur un immeuble repris dans le périmètre du contrat de quartier ..... (nom et date d'entrée en vigueur du contrat de quartier) portent sur un immeuble qui abrite un musée dont les parties intérieures sont classées et accessibles au grand public toute l'année; <sup>3</sup> ont pour objet de restituer des éléments disparus présentant un intérêt historique, archéologique, artistique, esthétique, scientifique, social, technique ou folklorique <sup>3</sup> portent sur des études, relevés, investigations et installations préalables nécessaires à l'élaboration du dossier de demande de permis d'urbanisme	

<sup>1</sup> Biffer la (les) mention(s) inutile(s)

<sup>2</sup> Cocher la case correspondante

<sup>3</sup> Joindre les pièces justificatives

<b>CADRE V</b>	<b>Données complémentaires</b>
Numéro de subvention:.....	compte sur lequel doit être versée la
Nom et adresse subvention :.....	du titulaire du compte sur lequel doit être versée la
<b>CADRE VI</b> <b>Déclaration du bénéficiaire</b>	
Je renonce / ne renonce pas <sup>4</sup> , pour les actes et travaux visés par la présente demande, au bénéfice des primes instituées par l'arrêté du 13 juin 2002 relatif à l'octroi de primes à la rénovation de l'habitat et l'arrêté du 2 mai 2002 relatif à l'octroi de primes à l'embellissement des façades.	
Je déclare avoir pris connaissance des prescriptions de l'arrêté de classement ou d'ouverture de classement et n'avoir relevé aucune contradiction entre ces dispositions et mon projet.	
Je certifie que les renseignements repris au présent formulaire sont sincères et exacts. A ..... le (date) ..... (signature(s))	

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 30 avril 2003

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

**François-Xavier de DONNEA**

Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et des Sites, de la Rénovation urbaine et de la Recherche scientifique

---

<sup>4</sup> Biffer la mention inutile : les travaux subventionnés en vertu de ces arrêtés ne sont pas pris en compte pour l'estimation du coût des travaux à prendre en considération pour la présente demande lorsque le bénéficiaire ne renonce pas aux bénéfices de ces primes.

**BIJLAGE I**

Aanvraag om subsidie voor handelingen en werken aan een beschermd gebouw

**KADER I Identiteit van de begunstigde**

**Ik ondergetekende (natuurlijke persoon of vertegenwoordiger van de rechtspersoon):**

Naam, voornaam: ..... vertegenwoordiger van (naam en statuut van de rechtspersoon):<sup>1</sup> .....

Adres: ..... Nr.: ..... Bus: .....

Postcode: ..... Localité: .....

Telefoonnummer : ..... / ..... Faxnummer : ..... / ..... E-mail: .....

Handelend in de hoedanigheid van: eigenaar(s) van het gebouw, houder van een vruchtgebruik, erfpacht of recht van opstal.

Contactpersoon: ..... Telefoonnummer<sup>2</sup>: ..... / .....

**KADER II Lokalisatie van het goed**

**dien een aanvraag om subsidie in voor het goed gelegen**

Straat: ..... Nr.: ..... Postcode: .....

Kadaster: Sectie ..... Afdeling, perceel / percelen nr. ....

**Opgenomen in de perimeter van een beschermingsbesluit of een besluit tot instelling van de beschermingsprocedure van ..... (datum en opschrift van het besluit)**

**KADER III Aard en kostenraming van de handelingen en werken (volgens de classificatie vermeld onder artikel 2 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot vaststelling van de voorwaarden en de nadere regels voor het toeekennen van een subsidie voor aan een beschermd goed uitgevoerde werken tot behoud en met het oog op het gebruik van een unieke vergunning inzake stedenbouw en erfgoed)**

**Aard van de handelingen en werken :** .....

**Kostenraming voor de handelingen en werken en de bezoldiging van architect en coördinator inzake veiligheid en gezondheid, BTW inbegrepen :** .....

**KADER IV Subsidiepercentage**

Beantwoorden de aanvrager en de handelingen en werken in kwestie aan de volgende criteria:<sup>2</sup>

de aanvrager is een openbare begunstigde (zijnde een gemeente, een OCMW, een kerkfabriek, een school van het openbaar of vrij onderwijs of een orgaan van openbaar nut dat van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest afhangt)

de aanvrager is een particuliere begunstigde (zijnde een hierboven niet bedoelde privaatrechtelijke natuurlijke of rechtspersoon)  
de aanvrager is een natuurlijke rechtspersoon waarvan de inkomsten lager zijn dan 30.000 euro, verhoogd met 2.500 euro per persoon ten laste<sup>3</sup>

de handelingen en werken van de particuliere begunstigde :

betreffen een gebouw dat zich op 1 januari 2000 in sterk vervallen en verlaten staat bevond<sup>3</sup>

betreffen een gebouw opgenomen in de perimeter van het vigerend wijkcontract ..... (naam en datum van de inwerkingtreding van het wijkcontract)

betreffen een gebouw waarin een museum ondergebracht is waarvan de delen binnenin beschermd en doorheen het hele jaar toegankelijk zijn voor het brede publiek;<sup>3</sup>

hebben tot voorwerp de restitutie van verdwenen elementen die een historische, archeologische, artistieke, esthetische, wetenschappelijke, sociale, technische of folkloristische waarde hebben<sup>3</sup>

betreffen studies, opnemingen, onderzoeken en installaties nodig voor het uitwerken van het dossier van de aanvraag om stedenbouwkundige vergunning

<sup>1</sup> Schrappen wat niet past

<sup>2</sup> Aanduiden wat past

<sup>3</sup> De rechtvaardigingsstukken toevoegen

<b>KADER V</b>	<b>Bijkomende gegevens</b>									
Rekeningnummer worden:	waarop	de	subsidie	gestort	moet	.....;Naam	en			
adres van de houder van de rekening worden :		waarop	de	subsidie	gestort					moet
<b>KADER VI Verklaring van de begunstigde</b>										
Je zie af / zie niet af <sup>4</sup> , voor de handelingen en werken beoogd door de huidige aanvraag, van het genot van de ingestelde premies krachtens het besluit van 13 juni 2002 betreffende het toe kennen van premies voor de renovatie van woningen en het besluit van 2 mei 2002 betreffende het toe kennen van premies voor de verfraaiing van gevels.										
Ik verklaar kennis te hebben genomen van de voorschriften van het beschermingsbesluit of het besluit tot instelling van de bescherming en geen enkele strijdigheid te hebben gevonden tussen deze bepalingen en mijn project.										
Ik verklaar dat de gegevens op dit formulier orecht en juist zijn.										
Opgemaakt te .....							op	(datum)		
(handtekening(en))										

Gezien om te worden bijgevoegd aan het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 30 april 2003

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

**François-Xavier de DONNEA**

Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, Belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Stadsvernieuwing en Wetenschappelijk Onderzoek

<sup>4</sup> Schrappen wat niet past : er wordt met de krachtens deze besluiten gesubsidieerde werken geen rekening gehouden bij de kostenraming voor de huidige aanvraag, indien de begunstigde niet afziet van het genot van deze premies.